

*Initiatives ministérielles*

Ce n'est pas une question d'idéologie. Il ne devrait pas s'agir d'une opposition entre la droite et la gauche. Personne n'a que des vertus. Personne n'a le monopole de la moralité. Il y va indéniablement de l'image que les Canadiens se donnent d'eux-mêmes. Il s'agit, à toutes fins utiles, de la manière dont les Canadiens se définissent eux-mêmes. Il s'agit vraiment de décider quel genre de pays deviendra le Canada. Le gouvernement a contesté beaucoup des fondements du contrat social que nous avons négocié entre nous il y a plus de 125 ans. Selon ce contrat, tous, que nous soyons de Terre-Neuve, du Québec, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario ou du Nouveau-Brunswick, nous avons des choses en commun.

Les provinces diffèrent entre elles par bien des aspects. Nous avons des langues différentes et des cultures différentes, nous provenons de différents groupes ethniques, nos économies sont différentes—certaines sont saisonnières, d'autres reposent sur la production de biens et d'autres sur les ressources—, le climat varie d'une province à l'autre, mais nous avons certaines valeurs en commun. Ces valeurs ont toujours été définies par nos institutions et par la participation de notre gouvernement national.

Il n'y a qu'un seul gouvernement national. Il y a dix gouvernements provinciaux et des gouvernements territoriaux, mais un seul gouvernement national capable d'assurer un leadership national et d'établir des programmes nationaux et des normes nationales qui seront les mêmes pour tous les Canadiens, peu importe où ils vivent. Quand le gouvernement central cesse de financer ces programmes, le pays finit par ressembler à une tour de Babel sociale et politique où l'on n'a plus rien en commun.

Le projet de loi C-32 est la dernière démonstration d'un programme national de «désinstitutionalisation», de destruction nationale que les conservateurs ont mis en oeuvre il y a sept ou huit ans. À Terre-Neuve comme dans le reste du pays, dans toutes les petites collectivités où l'on voyait autrefois flotter le drapeau fédéral, le drapeau canadien, au-dessus d'un bureau de poste, il n'y a aujourd'hui ni drapeau, ni bureau de poste.

Dans bien des régions du pays qui étaient autrefois desservies par VIA Rail, le train entrant en gare et prenait à bord des gens des collectivités rurales isolées, surtout les personnes âgées et les étudiants, leur permettant de se déplacer d'un endroit à un autre dans notre grand pays, mais il n'y vient plus. Adieu le train. Nombre des petits hôpitaux et des cliniques médicales où les gens pouvaient autrefois obtenir des services ont maintenant disparu à

cause des compressions budgétaires touchant le programme de soins de santé, de la réduction des paiements de transfert et d'autres restrictions totalisant des millions de dollars, imposées unilatéralement par le gouvernement fédéral. Tant et si bien qu'il y a plus que jamais affluence dans les agglomérations urbaines.

Il fut un temps où les jeunes Canadiens doués, d'où qu'ils viennent, pour peu qu'ils aient l'intelligence, la volonté et le courage de prendre leur avenir en main, pouvaient être sûrs que, peu importe leur situation financière ou celle de leur famille, ils auraient accès à un enseignement de qualité, mais cette époque est révolue.

Aujourd'hui, il n'y a pas pire situation, pour qui souhaite avoir une bonne éducation, que celle des jeunes de familles à revenu moyen. Vos parents gagnent trop pour que vous ayez droit à l'aide aux étudiants, mais ils ne sont probablement pas assez riches pour payer vos études. Alors, vous êtes cuits. Finie l'égalité des avantages pour tous les habitants du pays.

L'assurance-chômage, le projet de loi C-21 l'a réglée. Là encore, on s'en prend à une autre de nos mesures sociales, une soupape de sécurité. Le projet de loi C-32 n'est pas une aberration. Il n'a pas été présenté par accident. Il n'est pas l'oeuvre d'une personne qui n'avait pas pensé à son affaire et qui, tout à coup, s'est dit: «Mon Dieu, que sommes-nous en train de faire? Nous ne voulions pas démanteler le pays, déchirer le contrat social négocié pour et par les citoyens et les provinces, faire en sorte que le gouvernement fédéral ne participe plus à la trame de notre vie nationale, ni briser les liens qui unissent les éléments de cette mosaïque qu'on appelle le Canada.» Ce n'était pas par hasard, mais de propos délibéré. Le projet de loi C-32 est le dernier exemple de ce dessein insensé.

J'ai franchement trouvé très amusant ces derniers mois de voir le gouvernement national consacrer tant d'énergie à régler la crise constitutionnelle de notre pays, «la crise de l'unité dans notre pays», en dépensant des millions à patronner des conférences, à retenir les services de toutes sortes de commissions et d'experts et à tenir des tribunes publiques à la recherche de la solution difficile à trouver pour résoudre notre crise constitutionnelle.

Le gouvernement n'a-t-il pas compris que la volonté de vivre ensemble et la joie d'être canadien ont disparu de notre pays parce que, entre autres, il a détruit pour de nombreux Canadiens l'amour qu'ils éprouvaient pour leur gouvernement et leur pays ainsi que leur sentiment de partager un rêve, des possibilités d'avenir aussi bien